

bre 2010, nous avons soutenu l'initiative sans contre-projet à plus de 66 pour cent des voix, bien que le Conseil fédéral ait recommandé son rejet. Suite à la décision du Conseil des Etats du 9 mars 2011 de présenter un contre-projet, dans sa séance du 12 décembre 2011, le Conseil national a décidé, en deuxième lecture, et par de très confortables majorités, de soutenir à nouveau l'initiative et de lui adjoindre un contre-projet beaucoup plus ferme que celui, très édulcoré, que le Conseil des Etats avait élaboré. Ce contre-projet, s'il satisfaisait complètement les initiants, restait inacceptable pour les cantons et pour le Conseil fédéral.

Arrivée à ce point du débat, la Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil des Etats a concocté une troisième version du contre-projet direct, qui puisse trouver grâce aux yeux des initiants, mais aussi à ceux des cantons. L'autonomie des cantons au niveau de l'école obligatoire doit être respectée, avec à la clé la qualité de l'enseignement de la musique et l'harmonisation des objectifs de cet enseignement.

L'article constitutionnel 62 sur l'instruction publique développe le même principe, en précisant que si les cantons n'aboutissent pas à une harmonisation, c'est la Confédération qui légifère dans la mesure nécessaire.

Introduire cet élément dans le contre-projet, c'est permettre aux initiants de retirer leur texte et de partir ainsi en votation populaire avec un seul article, soutenu par les deux chambres, les initiants, et avec lequel les cantons peuvent vivre.

Lorsque, le 15 février dernier, le Conseil fédéral a rendu publique sa décision de modifier sa première position et d'accepter un contre-projet, les conditions étaient réunies pour que le Conseil des Etats, lundi 27 février en ouverture de session, choisisse la version qui réunit le plus d'acteurs autour de la cause de la musique. Cette version a passé la rampe de la Chambre des cantons par 25 voix contre 16.

Votre Commission de la science, de l'éducation et de la culture, réunie mardi 28 février, sans grande discussion, mais convaincue par les arguments développés au Conseil des Etats et par le conseiller fédéral, a décidé sans voix discordante et sans opposition de vous proposer de soutenir ce contre-projet et de recommander le rejet de l'initiative. Nous pourrions ainsi porter devant le peuple un nouvel article constitutionnel soutenu très largement, qui assurera à la musique la place de choix souhaitée par les initiants. La qualité de l'enseignement de la musique, l'harmonisation des objectifs de cet enseignement, l'accès des jeunes à la pratique musicale et l'encouragement des jeunes talents sont tous quatre explicitement pris en compte dans le contre-projet direct; dans ces conditions, il y a tout lieu de penser que l'initiative sera retirée.

Au nom de la commission unanime, je vous demande de soutenir les décisions du Conseil des Etats, à savoir recommander au peuple l'adoption du contre-projet et le rejet de l'initiative.

Angenommen – Adopté

1. Bundesbeschluss über die Volksinitiative «Jugend und Musik»

1. Arrêté fédéral concernant l'initiative populaire «Jeunesse et musique»

Art. 2 Abs. 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 2 al. 2

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Präsident (Walter Hansjörg, Präsident): Das Geschäft ist bereit für die Schlussabstimmung. Wie wir es von den Kom-

missionssprecherinnen gehört haben, findet die Schlussabstimmung über die Vorlage 2, den Gegenentwurf also, bereits am vorletzten Tag der Frühjahrsession, am Donnerstag, dem 15. März 2012, statt.

07.419

Parlamentarische Initiative Hochreutener Norbert. Verfassungsbasis für eine umfassende Familienpolitik Initiative parlementaire Hochreutener Norbert. Politique en faveur de la famille. Article constitutionnel

Erstrat – Premier Conseil

Einreichungsdatum 23.03.07

Date de dépôt 23.03.07

Bericht SGK-NR 28.01.10

Rapport CSSS-CN 28.01.10

Nationalrat/Conseil national 15.03.10 (Frist – Délai)

Bericht SGK-NR 10.11.11 (BBI 2012 675)

Rapport CSSS-CN 10.11.11 (FF 2012 541)

Stellungnahme des Bundesrates 15.02.12 (BBI 2012 1827)

Avis du Conseil fédéral 15.02.12 (FF 2012 1627)

Nationalrat/Conseil national 07.03.12 (Erstrat – Premier Conseil)

*Antrag der Mehrheit
Eintreten*

*Antrag der Minderheit
(Stahl, Baettig, Cassis, Estermann, Triponez)
Nichteintreten*

*Proposition de la majorité
Entrer en matière*

*Proposition de la minorité
(Stahl, Baettig, Cassis, Estermann, Triponez)
Ne pas entrer en matière*

Rossini Stéphane (S, VS), pour la commission: Nous allons traiter maintenant de l'initiative parlementaire Hochreutener 07.419, «Politique en faveur de la famille. Article constitutionnel». Inscrire la politique familiale comme un enjeu fondamental de société implique d'asseoir la légitimité même de la politique familiale et de tenir compte des transformations sociales qui influent l'évolution de la cellule familiale, l'évolution de ses problèmes, mais aussi l'évolution de ses besoins.

En effet, parmi les phénomènes principaux qui agissent sur la famille et les besoins en termes de réponse politique, on peut mentionner les mutations démographiques, notamment l'allongement de l'espérance de vie, mais aussi l'évolution de la natalité, l'évolution de la divortialité. On peut mentionner l'élargissement de l'emploi féminin, l'évolution des difficultés à concilier travail et famille, la question du coût de l'enfant, et finalement l'évolution des phénomènes de pauvreté dans le cadre des familles monoparentales.

Nous voyons donc que si le monde évolue et se transforme, la famille évolue et se transforme aussi. C'est dans cet environnement et ce contexte en mutation que s'inscrit le projet de révision de l'article constitutionnel consacré à la famille, qui vous est proposé dans le cadre du traitement de l'initiative parlementaire Hochreutener.

Après quatre ans de travaux en sous-commission et en commission, après une procédure de consultation et après avoir reçu l'avis du Conseil fédéral, votre commission vous pré-

sente aujourd'hui un projet de nouvel article constitutionnel sur la famille.

Cette initiative parlementaire Hochreutener a été déposée en mars 2007. Elle a été traitée une première fois en août 2007 par votre commission, qui a discuté de manière très approfondie et rigoureuse les quatre principaux éléments qu'elle contenait, à savoir les questions relevant des mesures fiscales et la pratique des impôts au niveau de la Confédération et des cantons à l'égard des personnes ayant des enfants, la problématique de la conciliation entre activité lucrative et vie familiale et la question de l'encouragement de la formation et de l'intégration des enfants et des jeunes.

Ces thèmes n'étaient pas nouveaux. Ils ont aussi été discutés dans le cadre de la Commission de la science, de l'éducation et de la culture qui avait traité la problématique du lien entre famille et travail et la question de l'offre en structures de jour pour la prime enfance et l'âge préscolaire.

La Commission de la sécurité sociale et de la santé publique a tenu une discussion de fond sur la base de cette initiative parlementaire visant à analyser tout d'abord le besoin de révision de l'article constitutionnel. Elle voulait déterminer quels étaient les éléments contenus dans l'initiative parlementaire pour lesquels les bases actuelles étaient suffisantes et quelles nouvelles bases constitutionnelles il fallait introduire. Une sous-commission a été mise sur pied. Elle a présenté un certain nombre de propositions et, sur la base d'une décision de la commission, une procédure de consultation a été lancée. Je ne vais pas évoquer ici les résultats de cette dernière; vous les trouvez dans le rapport de la commission. Globalement, on peut affirmer que plus des trois quarts des participants à la consultation se sont déclarés favorables à l'introduction d'un article constitutionnel traitant de la famille, les avis étant bien sûr plus ou moins nuancés selon les différents thèmes contenus dans l'article constitutionnel.

Aujourd'hui, les bases constitutionnelles sont relativement larges. L'article 8 Cst renvoie à la question de l'égalité, l'article 13 à la protection de la sphère privée, l'article 14 au droit au mariage et à la famille, l'article 41 traite des buts sociaux, l'article 108 de l'encouragement de la construction de logements et de l'accession à la propriété et, enfin, l'article 116 est, du point de vue de la politique sociale, l'article central concernant la politique familiale. L'article 119 relatif à la procréation médicalement assistée et au génie génétique dans le domaine humain renvoie aussi à cette problématique.

En résumé, les obligations de la Confédération dans le domaine de la politique familiale se limitent à quelques compétences de base inscrites dans la Constitution et se concentrent essentiellement sur l'assurance-maternité, les allocations familiales et l'aide à la construction de logements. Par conséquent, la commission vous propose aujourd'hui d'agir par le biais d'un nouvel article constitutionnel qui mette un accent particulier sur les points suivants.

D'abord, la possibilité de concilier vie familiale et exercice d'une activité lucrative. Si pour les éléments fiscaux, les bases constitutionnelles existent et permettent de prendre en considération la situation de la famille – nous avons d'ailleurs déjà discuté de ces éléments à plusieurs reprises – eh bien, du point de vue constitutionnel, il manque des dispositions concernant la conciliation de la vie familiale et l'exercice d'une activité lucrative. Par conséquent, à l'article 115a, «Politique de la famille», nous avons insisté sur cet élément. L'article 115a que nous allons examiner tout à l'heure dans le détail traite à l'alinéa 1 du principe de soutenir et de protéger la famille, à l'alinéa 2 de l'élément que je viens d'évoquer, à savoir la conciliation entre vie familiale et exercice d'une activité lucrative, et à l'alinéa 3 de la définition des compétences entre la Confédération et les cantons. Vous trouverez aussi un alinéa 4, comprenant une proposition de minorité qui correspond à l'avis du Conseil fédéral, qui intègre une autre problématique qui, elle, a été discutée dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, celle des avances et recouvrements des contributions d'entretien.

Voilà le contenu général de cet article constitutionnel. Au nom de la majorité de votre commission, je vous invite à accepter l'entrée en matière.

Weibel Thomas (GL, ZH), für die Kommission: In den vergangenen Jahrzehnten haben sich die Zusammensetzungen der Familien und ihre Organisationsformen stark gewandelt. Auch ihre Stabilität nimmt laufend ab. Daraus ergeben sich für die Familienpolitik neue Herausforderungen. Um diesen Herausforderungen besser gerecht werden zu können, verlangt die von Nationalrat Norbert Hochreutener eingereichte Initiative eine umfassende Bundeskompetenz im Bereich Familienpolitik.

Der Bund verfügt bereits heute über ein breitgefächertes Instrumentarium, um die kinderbedingten Mehrkosten teilweise auszugleichen; zu nennen sind etwa Familienbesteuerung, Familienzulagen, Mutterschaftsversicherung oder auch spezifische Massnahmen für die Familien in den Sozialversicherungen wie beispielsweise Prämienverbilligungen oder Kinderrenten. Auch im Bereich der Stärkung des Familienlebens hat der Bund die Möglichkeit, die Kantone und Gemeinden in ihren Bemühungen zu unterstützen; zu nennen sind beispielsweise Schwangerschaftsberatungsstellen, Kinder- und Jugendschutz, Jugendförderung usw.

Hingegen hat die Förderung der Vereinbarkeit von Familie und Erwerbstätigkeit als zentrales Element einer zeitgemässen Familienpolitik bisher keinen Niederschlag in der Verfassung gefunden. Diese Lücke soll mit einem neuen Verfassungsartikel geschlossen werden. Dieser Verfassungsartikel soll die Förderung der Vereinbarkeit von Familie und Erwerbstätigkeit als Staatsaufgabe festschreiben. Die Kommission erachtet als vordringlichste Massnahme zur Verbesserung der Vereinbarkeit von Familie und Erwerbstätigkeit die Bereitstellung eines bedarfsgerechten Angebotes an familien- und schulergänzenden Tagesstrukturen. Deshalb soll der Aufbau eines bedarfsgerechten Angebotes als konkretes Ziel in die Verfassung aufgenommen werden. An der bestehenden Kompetenzordnung wird hingegen nichts geändert. Zuständig bleiben weiterhin Kantone und Gemeinden. Der Bund wird nur dann aktiv, wenn diese ihre Aufgabe ungenügend wahrnehmen.

Die SGK beauftragte ihre Subkommission Familienpolitik mit der Erarbeitung einer Vorlage. Diese Subkommission unterbreitete am 9. Oktober 2009 einen ersten Vorschlag für einen neuen Verfassungsartikel. Er beschränkte sich im Wesentlichen auf die Förderung der Vereinbarkeit von Familie und Erwerbstätigkeit durch Bund und Kantone und auf die Bereitstellung eines bedarfsgerechten Angebotes an familien- und schulergänzenden Tagesstrukturen. Als dritten Punkt stellte die Subkommission eine Bundeskompetenz zur Harmonisierung der Alimentenbevorschussung und des Alimenteninkassos durch die Kantone zur Diskussion.

Die SGK stimmte der Stossrichtung der Arbeit der Subkommission zu und beauftragte sie, einen Bericht und einen Erlassentwurf auszuarbeiten, der alle drei Punkte berücksichtigt. Anlässlich der Diskussion des ersten Berichtsentwurfes kam die Subkommission zum Schluss, dass der neue Verfassungsartikel durch die Aufnahme einer Bundeskompetenz betreffend die Harmonisierung der Alimentenhilfe zu reich befachtet sei. Sie beantragte deshalb der Gesamtkommission, von der Aufnahme eines entsprechenden Absatzes abzusehen.

Zum Verfassungsartikel wurde ein Vernehmlassungsverfahren durchgeführt. Mehr als drei Viertel der Vernehmlassungsteilnehmer begrüßen die Einführung eines Verfassungsartikels zur Familienpolitik. Dazu gehören unter anderem 21 Kantone und 7 in der Bundesversammlung vertretene Parteien.

Die SGK ist überzeugt, dass dieser Verfassungsartikel eine gute Grundlage für eine kohärente Betrachtung der bereits erreichten und der noch auszuarbeitenden Schritte in Sachen Familienpolitik darstellt. Die Kommission beantragt Ihnen mit 14 zu 5 Stimmen bei 1 Enthaltung, auf die Vorlage einzutreten.

Stahl Jürg (V, ZH): Ich bitte Sie, auf dieses Geschäft nicht einzutreten. Diese bereits fünf Jahre alte parlamentarische Initiative will eine Verfassungslösung für eine umfassende Familienpolitik. Das ist eine Forderung, die unnötig ist und das Verhältnis von Familie und Staat verbürokratisieren und verstaatlichen will. Hier gilt es, aufmerksam zu sein, damit der Entwicklung in die von der Mehrheit vorgezeichnete Richtung Einhalt geboten werden kann. In einem uns vertrauten föderalistischen System, welches Wohlstand und soziale Sicherheit ermöglicht hat und hoffentlich weiterhin ermöglichen wird, muss die Nähe zum Bürger und zu den Familien zwingend bei Gemeinden und Kantonen bleiben. Deshalb beantrage ich mit meiner Minderheit, auf dieses Geschäft nicht einzutreten.

Die Familie als wichtigste und kleinste Zelle ist Garant für das Funktionieren unseres Systems. Klar ist, dass die Familien einen speziellen Schutz haben müssen. Dieser Schutz besteht heute bereits. Und bei diesem Schutz der Familien dürfen wir keine einseitigen Bevorzugungen machen, seien das traditionelle Familien, seien das Familien, die von den gängigen staatlichen Institutionen bei der Fremdbetreuung profitieren, oder seien das Familien, die sich selbst organisieren. Dieser Schutz muss gewährleistet werden.

Wenn Sie hier Einseitigkeit produzieren, dann ist die Richtung dieses Verfassungsartikels eben falsch, und vor allem ist dieser Verfassungsartikel nicht nötig. Unter dem Deckmantel des verführerischen Titels «Umfassende Familienpolitik» werden mit dieser Vorlage neue finanzielle Mittel notwendig.

Die Fremdbetreuung wird bevorteilt, und die kantonalen und regionalen Unterschiede werden nicht mehr als Bestandteil unseres Systems hochgehalten. Damit wird die Eigenverantwortung, die unabhängig vom politischen Lager oft gepriesen wird, geschwächt. Das ist keine neue Tendenz. Die Forderung nach staatlichen Eingriffen ist nicht neu. In diesem Fall ist sie jedoch noch brisanter als anderswo, denn die Kostenfolgen sind nicht abschätzbar; es wird diesbezüglich eine unbekannte Grösse auf die Kantone und Gemeinden zukommen. Bei den Beratungen und bei der Stellungnahme des Bundesrates ist auffallend, dass die finanziellen Folgen dieses Verfassungsartikels kaum angesprochen werden, geschweige denn eine einigermaßen präzise Grössenordnung angegeben wird.

Die Tendenz, dem Staat immer mehr zu übertragen, ist leider seit Jahren ein fester Bestandteil der Politik. Die Freiheit wird sukzessive eingeschränkt, die Eigenverantwortung reduziert. Heute können Sie ein Zeichen für Freiheit und Eigenverantwortung setzen, indem Sie die Minderheit unterstützen. Sie können das mit gutem Gewissen tun, denn die Familienpolitik ist Sache der Gemeinden und der Kantone, und das soll so bleiben.

Cassis Ignazio (RL, TI): Nul ne remet en cause l'opportunité de protéger la famille et de lui permettre de concilier autant que faire se peut ses impératifs avec l'exercice d'une activité professionnelle. Mais la nécessité d'une nouvelle disposition constitutionnelle à cet effet est une autre question, à laquelle le groupe libéral-radical vous invite sans hésiter à répondre par la négative.

Notre groupe est d'avis que la politique familiale doit rester une compétence des cantons et des communes et qu'une nouvelle norme dans la Constitution ne s'impose pas du tout. Dans le détail, notre groupe soutient évidemment l'alinéa 1 de cette disposition qui est déjà inscrite aujourd'hui dans la Constitution et qui, à nos yeux, est plus que suffisante pour clarifier le rôle de la Confédération en la matière. En ce qui concerne les alinéas 2 et 3 proposés par la majorité de la commission, il faut tout simplement dire que, surtout avec l'appréciation du Conseil fédéral, nous avons réalisé qu'il s'agissait essentiellement de la question du financement de la part de l'Etat au bonheur des familles. Le groupe libéral-radical s'oppose à un engagement plus important de la Confédération, surtout si cet engagement est d'ordre financier.

En ce qui concerne l'alinéa 4 de l'article constitutionnel, le groupe libéral-radical estime qu'il ne s'agit pas de politique familiale, mais de politique sociale, et que cet alinéa n'a donc rien à voir avec l'initiative parlementaire Hochreutener, telle qu'elle a été déposée.

Pour ces raisons, le groupe libéral-radical vous invite toutes et tous à adopter la proposition de la minorité Stahl et à ne pas entrer en matière.

Humbel Ruth (CE, AG): Die Familie ist unbestrittenermassen eine der grundlegenden Institutionen unserer Gesellschaft und unseres Staats. Konsultiert man aber die Bundesverfassung, stellt man fest, dass darin die Familie, generell als wichtigste Zelle unseres Staats bezeichnet, nicht die gebührende Beachtung findet. Familien werden in verschiedenen Artikeln angesprochen, es fehlt aber ein eigener, umfassender Artikel zur Familienpolitik.

Familienpolitik erschöpft sich nicht in Familienzulagen und Mutterschaftsversicherung, auch wenn sie für die Familien zentrale Elemente der Sicherheit sind und im geltenden Artikel 116 der Bundesverfassung verankert sind. Familienpolitik ist Gesellschaftspolitik, Generationenpolitik und Wirtschaftspolitik. Letztlich steht in der Familienpolitik aber das Wohl des Kindes im Mittelpunkt. Kinder, deren Eltern berufstätig sein müssen oder berufstätig sein wollen, sollen eine ebenso unbeschwerte Kindheit mit Kontakten zu anderen Kindern und Entfaltungsmöglichkeiten haben, wie es in idealen Verhältnissen der Fall ist, wenn die Mutter oder der Vater die Kinder zu Hause betreut. Deshalb braucht es dazu familienergänzende Tagesstrukturen.

Die CVP/EVP-Fraktion ist klar der Meinung, dass Familienpolitik eine eigene Verfassungsgrundlage erhalten soll, dass die Vereinbarkeit von Familie und Erwerbstätigkeit als Verbundaufgabe von Bund und Kantonen zu fördern ist und dass sie zur Selbstverständlichkeit werden soll. Kinder bedeuten Zukunft und sind die Voraussetzung für die Gesellschaft von morgen. Kinder sind sinnstiftend, sind ein Glück, nicht nur für Eltern und Grosseltern, sondern auch für die Gesellschaft. Die heutigen Kinder finanzieren unsere Sozialversicherungen von morgen; das ist die Familienpolitik als Generationenpolitik.

Kinder ihrerseits benötigen für ihre Entwicklung Liebe, Geborgenheit, Verlässlichkeit und Sicherheit. Die Familie, die Eltern bieten den Kindern einen geschützten Raum zum Heranwachsen. Die Familie gerät aber zusehends unter Druck. Kinder sind eben nicht mehr einfach nur Freude und unbeschwertes Glück, sondern können zum Armutsrisiko werden und bedeuten für Frauen häufig auch ein Ausscheiden aus dem Erwerbsleben. Plötzlich stehen dann höhere Ausgaben tieferen Einnahmen gegenüber. Vielfach genügt ein Einkommen nicht, um eine Familie durchzubringen, und es müssen beide Elternteile erwerbstätig sein. Da gibt es keine Freiheit, zu wählen, ob die Frau die Kinder zu Hause betreuen will oder nicht. Der wirtschaftliche Zwang lässt keine Wahl zu, da kann man lange an die Eigenverantwortung appellieren. Diese Realität müssen eben auch diejenigen bedenken, welche die Familie als eine rein private Angelegenheit politisch erledigen wollen.

Und dann gibt es die andere Realität: die vielen sehr gut ausgebildeten Frauen, die sich genau dann, wenn sie sich im Berufsleben zu etablieren beginnen, für oder gegen Kinder entscheiden müssen. Der Staat lässt sich die Ausbildung junger Männer und Frauen einiges kosten. Diese Ausgaben wären nicht vertretbar, ineffizient und ungerecht, wenn gutausgebildete Frauen nicht erwerbstätig werden könnten. Die Wirtschaft wie auch die Sozialversicherungen brauchen sie. In verschiedenen Studiengängen sind Frauen in der Mehrzahl, so insbesondere auch in der Medizin, dem teuersten Studium. Diese Frauen brauchen wir in der Gesundheitsversorgung. Aber auch in anderen Wirtschaftszweigen ist die Nachfrage nach Arbeitskräften gross. Wollen wir diese Nachfrage lieber mit unseren gutausgebildeten Frauen decken, deren Wunsch es mehrheitlich ist, Kinder zu haben und gleichzeitig erwerbstätig zu sein, oder wollen wir die Nachfrage ungebremst mit ausländischen Arbeitskräften

decken? Im Übrigen gehören gerade auch für hochqualifizierte ausländische Arbeitskräfte familienergänzende Kinderbetreuungsplätze, wie gute Schulen und intakte Infrastrukturen, zu den zentralen Bedingungen der Standortqualität.

Für die CVP ist klar, dass eine Familie zu gründen und Kinder grosszuziehen eine rein private Angelegenheit und die ganz persönliche Entscheidung eines Paares ist; das ist und bleibt so. Es ist ja auch die Entscheidung jedes Paares, soweit es seine ökonomischen Verhältnisse überhaupt zulassen, wie es sein Familienleben gestalten und das notwendige Erwerbseinkommen erzielen will und kann und ob ein Elternteil, in der Regel die Mutter, die Betreuung der Kinder übernehmen will oder nicht. Die Aufgabe des Staates ist es aber, gute Rahmenbedingungen zu schaffen, damit junge Paare diese Verantwortung wahrnehmen können und der Entscheid für oder gegen Kinder nicht wegen wirtschaftlichen oder organisatorischen Gründen gegen Kinder ausfällt. Eine der zentralen Voraussetzungen, für welche der Staat, Bund und Kantone, Mitverantwortung übernehmen muss, ist die Vereinbarkeit von Beruf und Familie für Väter und Mütter. An dieser Vereinbarkeit hat auch die Gesellschaft, hat der Staat durchaus ein Interesse, und zwar im Hinblick auf die Finanzierung der Sozialversicherungen, aber auch bezüglich der Steuereinnahmen. Es ist daher eine einseitige Betrachtungsweise, wenn die Investitionen in die Familien nur als reine Ausgaben beurteilt werden.

Die CVP/EVP-Fraktion wird auf die Vorlage eintreten und den Kommissionsbeschlüssen zustimmen. Wir unterstützen mehrheitlich die subsidiäre Kompetenz des Bundes, für die Alimentenbevorschussung Grundsätze festzulegen, wie sie der Bundesrat vorschlägt. Ein formeller Harmonisierungsbedarf ist mit dem Bericht des Bundesrates zur Alimentenhilfe vom 4. Mai des letzten Jahres klar aufgezeigt. Auch die Konferenz der kantonalen Sozialdirektorinnen und Sozialdirektoren fordert eine Harmonisierung. Die CVP/EVP-Fraktion unterstützt mehrheitlich eine formelle Harmonisierung, um negative Schwelleneffekte zu verhindern. Sie lehnt aber eine materielle Anpassung wie auch allfällige finanzielle Beiträge durch den Bund klar ab. Wir haben auch gewisse Zweifel, ob die Bestimmung in diesem Artikel richtig platziert ist. Der Ständerat kann diese Frage aber noch vertieft prüfen.

Was mich noch etwas erstaunt, ist die Stellungnahme meines Vorredners, der für die FDP-Liberale Fraktion gesprochen hat. In der Auswertung der Vernehmlassung sehe ich nämlich, dass es damals einzig die SVP, neben der EDU, war, welche als Partei gegen diese Bestimmung votiert hat. Alle anderen Parteien, wie auch die grosse Mehrheit der Kantone, nämlich 21 Kantone, unterstützen diesen Verfassungsartikel.

Zusammenfassend: Es geht nicht um eine Bürokratisierung von Familien, wie das von gegnerischen Votanten unterstellt worden ist, sondern es geht um den Schutz und die Stärkung der Familien.

Die CVP/EVP-Fraktion wird auf die Vorlage eintreten und sie unterstützen. Sie empfiehlt Ihnen, dies auch zu tun.

Gilli Yvonne (G, SG): Braucht es die Stärkung der Familienpolitik auf Verfassungsebene? Der Bund verfügt ja bereits über ein grosses Instrumentarium an familienfördernden Massnahmen: von der Anschubfinanzierung für die Betreuung in einer Krippe bis zu steuerlichen Begünstigungen. Alle diese Möglichkeiten der Familienunterstützung sind historisch gewachsen, und sie orientieren sich an traditionellen Familienmodellen, die heute zunehmend durch neue Familienformen ergänzt oder ersetzt werden. Der Anteil an Kleinfamilien, Patchworkfamilien, Einelternfamilien und an Familien, in denen beide Elternteile erwerbstätig sind, nimmt zudem zu. Dieser Wandel entspricht einer gesellschaftlichen Veränderung, die sich nicht an unseren individuellen Wertvorstellungen hier im Saal orientiert und auf die wir politisch auch eine Antwort benötigen, wenn diese Antwort nicht unserem Parteiprogramm entspricht. Hier fehlt es uns an einer zeitgemässen Verfassungsbasis, um klar erkannte und bewiesene Schwachstellen bekämpfen zu können.

Zwei Kernpunkte seien genannt, die mit dieser Verfassungsrevision aufgenommen werden können: erstens die verbesserte Vereinbarkeit von Familie, Erwerbstätigkeit und Ausbildung und zweitens die seit Langem stockende Harmonisierung des Alimentenwesens. Beide Schwachstellen verursachen Probleme, die sich auch statistisch niederschlagen: beim Risiko, dass Familien verarmen, oder beim Risiko, dass Kinder aufgrund von Chancenungleichheit infolge ihrer Herkunft in ihren sozialen und wirtschaftlichen Entwicklungsmöglichkeiten eingeschränkt werden. Diese Schwachstellen sind nicht nur statistisch nachweisbar, sondern betreffen immer auch direkt die Familie als Schicksalsgemeinschaft. Und sie führen dazu, dass es für viele Paare nicht einmal mehr attraktiv ist, eine Familie zu gründen. Die Vereinbarkeit von Familie und Erwerbstätigkeit zu fördern ist ein seit Jahren präsent und politisch breitabgestütztes Thema. Und es wird auch 2015, in einigen Jahren, wenn die Zeit der Anschubfinanzierung zur Förderung familienergänzender Betreuungsmöglichkeiten abgelaufen ist, nichts an seiner Notwendigkeit und Aktualität eingebüsst haben. Es wird genauso aktuell sein, wie es bereits vor einem Jahrzehnt gewesen ist.

Vergessen wir nicht, auch einmal einen Blick von aussen auf die Schweiz zu werfen. Es gilt dann, schlicht festzustellen, dass wir mit den Investitionen in familienergänzende Betreuungsangebote dem europäischen Standard weit hinterherhinken. Auch die breit durchgeführte Vernehmlassung zeigte grossmehrheitlich auf, dass diese erweiterte verfassungsbaasierte Abstützung einer zeitgemässen Familienpolitik nötig ist. Diese positive und breitabgestützte Vernehmlassungsantwort – meine Vorrednerin hat auch die Parteienlandschaft erwähnt, es stand ebenfalls die FDP als positive Kraft hinter diesem Anliegen – zeugt von der vielleicht besten demokratischen Abstützung, wie sie dann noch durch die durchzuführende Volksabstimmung belegt werden kann. Dass ein Thema von derart zentraler Bedeutung für unsere Gesellschaft eine breitere politische Abstützung erhält, ist eigentlich gar nicht mehr vorstellbar.

Machen Sie deshalb diesen ersten Schritt, unterstützen Sie diesen Verfassungsentwurf zur besseren Förderung moderner Familienmodelle und zeitgemässer Wirtschaftsgemeinschaften, und treten Sie auf diese Vorlage ein.

Bortoluzzi Toni (V, ZH): Das tönt ja alles wunderschön, nicht wahr? Es sind alles gute Menschen, die hier der Familie ein wenig helfen wollen. Es lohnt sich aber doch, diesen Verfassungsartikel, diesen neuen Bundesbeschluss einmal etwas genauer anzusehen. Wir kommen auch nach genauer Prüfung aus drei Gründen dazu, diese Vorlage abzulehnen.

Als Erstes ist einmal der «Abzockolus-Virus» – so nenne ich das, was da in dieser Vorlage drin steckt – in dieser Vorlage spürbar. Ich nenne den Virus «Abzockolus», weil er in Griechenland spürbar zur Krankheit, zur Schuldenkrankheit, geführt hat. Der Virus ist ja auch bei uns offensichtlich sehr verbreitet. Im vergangenen Jahr haben wir der Bevölkerung gut 4 Milliarden Franken zusätzliche Abgaben abfordern müssen, weil genau diese Politik, die Sie hier wieder lancieren, dazu führte, dass die Mehrwertsteuer erhöht werden musste, dass die Lohnabzüge erhöht werden mussten und dass die Krankenkassenprämien stiegen. Das ist diese Politik, die Sie mit dieser Vorlage betreiben. Man verspricht Leistungen, die nicht finanziert sind.

Diese Verfassungsbasis für eine umfassende Familienpolitik ist wieder so eine sozialpolitische Fehlleistung, wie sie in ganz Europa über kurz oder lang zu bankrotten Staaten führt oder bereits zum Teil geführt hat. Wenn die «Weltwoche» schreibt, die Griechen der Schweiz seien vor allem in der Romandie zu finden, dann teile ich diese Meinung nicht vorbehaltlos, weil die wahren Griechen der Schweiz aus meiner Sicht in etwa links der Mitte in diesem Saal zu finden sind. Das ist das Problem. Gut, die Romands auf dieser Seite sind vielleicht dann noch etwas griechischer, das wäre möglich.

Noch eine Bemerkung zum Papier, wie es hier vorliegt: Im Parlamentsgesetz heisst es, man müsse die finanziellen und

personellen Konsequenzen einer Vorlage aufzeigen. Sie müssen es sich einmal ansehen: Da wird schlicht und einfach gesagt, man könne das heute nicht abschätzen, und damit ist das Thema erledigt. Ich kann es abschätzen, das kann ich Ihnen sagen, denn hier steht «fördern», zweimal steht hier «fördern», und das heisst nichts anderes als «Geld verteilen». Ich wüsste nicht, was man anderes darunter verstehen sollte.

Der Bundesrat hat das Dilemma, in dem er mit dieser Vorlage steckt, mindestens erkannt, das kann man in seiner Stellungnahme lesen. Er sagt, er sei an sich auch sehr begeistert von dieser umfassenden Familienpolitik, das bestreitet er nicht, aber was er sich unter einer solchen Familienpolitik vorstellt, sollen dann vor allem andere bezahlen. Diese Stellungnahme ist in ähnlicher Form abgefasst wie das Parteiprogramm der Sozialdemokraten, dort kann man das nachlesen. Der Unterschied liegt allein darin, dass der Bundesrat sagt, die Kantone sollten bezahlen. Seine guten Ideen sollen von den Kantonen finanziert werden. Das ist der erste Punkt.

Zum zweiten Punkt: Einmal mehr greift man ohne ersichtliche Not in das funktionierende föderalistische System unseres Landes ein. Es ist völlig unverständlich, warum man die Familienpolitik als sozialpolitische Aufgabe beispielsweise in Appenzell Innerrhoden und in Genf mit Bundesvorschriften harmonisieren soll. Das ist doch Unsinn, meine Damen und Herren! Es ist absurd. Wenn die Regierungen der Kantone wieder einmal nicht abgeneigt sind, eine solche Kompetenzverschiebung zu schlucken, ist es vor allem mit der Hoffnung verbunden, dass die Bundeskasse ihnen dann entsprechend Geld zukommen lassen werde. Das ist der Grund, warum die Kantone diesen Verfassungsartikel befürworten. Einen anderen Grund, glaube ich, gibt es nicht. Sehen Sie, bedarfsgerechte Familienpolitik gehört als Teil der Sozialpolitik in die Gemeinden und in die Kantone, dort ist sie gut aufgehoben.

Zum dritten und letzten Punkt: Dass die Vereinbarkeit von Familie und Beruf verbessert werden soll, ist einmal – von wenigen Ausnahmen abgesehen – akzeptiert. Nachdem sich der Bund mit Impulsprogrammen engagiert hat, haben Parlament und Bundesrat ja einmal festgehalten, dass diese Programme 2015 nicht weiter verlängert werden sollten. Es wurde also beschlossen, es sei fertig mit dem Geldverteilen von Bundesseite für diese Aufgabe. Nun soll offensichtlich dieser Verfassungsartikel hier produziert werden, damit man anschliessend wieder einen Titel hat, unter dem man damit fortfahren kann. Jedenfalls sagt der vorgesehene Verfassungsartikel in Absatz 2 genau das Gegenteil von diesem damaligen Beschluss. Da heisst es: «Bund und Kantone fördern», was ja nichts anderes heisst, als dass Geld zur Verfügung gestellt wird.

Wichtig scheint uns aber, dass man diese Aufgabe, die familienergänzende Betreuung, vor allem Privaten überlassen soll. Arbeitgeber haben ein Interesse daran, Lösungen anzubieten; die können sehr vielfältig sein. Es ist klar, dass einer Verfassungsbestimmung auf Bundesebene entsprechende Reglementierungen, Gesetze, Verordnungen, letztlich Einschränkungen für den Arbeitsplatz Schweiz – das hängt auch damit zusammen – folgen. Da dürften dann die Ideen, wie sie einmal von Frau Bundespräsidentin Widmer-Schlumpf formuliert wurden, wieder Auftrieb erhalten, nämlich dass auch Grossmütter, die Kinder betreuen, in einen Kurs geschickt werden müssten. Solche Sachen, glaube ich, haben wir nicht nötig, und solchen Fehlentwicklungen ist frühzeitig ein Riegel zu schieben. Wenn Sie Familien fördern wollen, gibt es ein einfaches System: Sie haben sie von Abgaben und materiellen Lasten zu befreien. Dafür braucht es keinen Verfassungsartikel.

Ich bitte Sie, dem Nichteintretensantrag zuzustimmen.

Badran Jacqueline (S, ZH): Geschätzter Toni Bortoluzzi, erklären Sie mir als Neonatalrätin bitte etwas zum «Abzockolus-Virus», der hier grassieren soll. Ich kann mich an «Abzockolus-Viren» in meinen ersten beiden Sessionen erinnern, die da waren 20 Millionen Franken mehr Flächenbei-

träge zugunsten der Bauern, die da waren 100 Millionen Franken mehr zugunsten von KTI-Projekten zugunsten von Swissmem, die da waren 4 Millionen Franken Verkäufszulagen auch für Ihre Bauern. Würden Sie so freundlich sein, mir jetzt, wo ich Ihnen diese Sachen in Erinnerung zu rufen versucht habe, zuzustimmen bei der Aussage, dass die «Griechen» hier im Rat vielleicht nicht auf der linken Seite sitzen, sondern eher auf Ihrer Seite?

Bortoluzzi Toni (V, ZH): Ich habe nicht alles verstanden, weil meine Hörfähigkeit etwas eingeschränkt ist; das hat nichts mit Ihrer Sprache zu tun, Entschuldigung. Aber mindestens habe ich gehört, dass Sie Kinderzulagen gegen diesen Verfassungsartikel ausspielen oder sie in einen Zusammenhang damit bringen wollen. Ich bin ein grosser Freund der Kinderzulagen. Solange es Arbeitgeberbeiträge waren, Lohnzulagen, habe ich es immer unterstützt. Aber seit es mit Kinderzulagen für Nichterwerbstätige usw. zu einer reinen Umverteilungsfinanzierung gekommen ist, habe ich meine Meinung diesbezüglich etwas ändern müssen.

Doch ich würde Ihnen als vierfacher Familienvater und elffacher Grossvater natürlich gern erklären, wie eine Familienpolitik aussieht, die funktioniert, und zwar möglichst ohne Staat, das sage ich Ihnen. Das muss das Ziel sein. Die Familie muss frei sein, sie muss die Möglichkeit haben, ihre Entscheide selbst zu fällen und unabhängig von staatlichen Eingriffen und Bemühungen das Leben zu bewältigen und die Verantwortung wahrzunehmen.

Voruz Eric (S, VD): Monsieur Bortoluzzi, vous avez plaisanté tout à l'heure en disant que les Romands étaient des Grecs. Je vous pose la question: le parti auquel vous appartenez n'est-il pas un peu soviétique?

Bortoluzzi Toni (V, ZH): Ihre Frage ist eine etwas humorvolle. Ich bin der Meinung, dass die Politik, die Sie hier vorschlagen – ergänzende Verfassungsbestimmungen, die nicht notwendig sind, die aber dazu führen, dass der Staat verpflichtet wird, mehr Geld auszugeben –, letztlich zur Verarmung der Bevölkerung führt. Diesen Weg können Sie in Griechenland eins zu eins nachverfolgen. Ich will nicht, dass die Schweiz diesen Weg begeht.

Fehr Jacqueline (S, ZH): Erlauben Sie mir als Vorbemerkung auch ein Wort zu den Griechen: Nach meiner Beobachtung waren es nicht die Familien, die Griechenland in den Schlamassel geritten haben, sondern die Banken.

Wir haben heute Wichtiges vor, nämlich die Schaffung einer Verfassungsgrundlage für eine zeitgemässe Familienpolitik. In den Veränderungen der Familienzusammensetzung spiegeln sich die wichtigsten gesellschaftlichen Entwicklungen der vergangenen Jahrzehnte. Im Zentrum stehen dabei die berufliche und soziale Rolle von Männern und Frauen sowie die Chancengleichheit der Kinder. Um uns hier eine längere Debatte über die Sozialgeschichte moderner Gesellschaften zu ersparen, fasse ich mich kurz: Die Frauen und Mütter sind heute zusätzlich zur Erfüllung der Familienpflichten auch wieder mehrheitlich im Beruf aktiv, wie sie es mit Ausnahme der Fünfziger- bis Siebzigerjahre des letzten Jahrhunderts immer waren. Weder Bauersfrauen noch Gewerbefrauen noch Arbeiterinnen hatten nämlich je die Wahl zwischen Familie und Beruf, sie mussten schon immer beides unter einen Hut bringen.

Während sich die Bäuerinnen und Gewerbefrauen meist auf die Grossfamilie stützen konnten, entstanden für die Fabrikarbeiterinnen erste Kinderkrippen. Wo diese fehlten, waren die Kinder in der Regel sich selber überlassen oder wurden in Pflegefamilien oder in Heime gesteckt.

Die Frage, wie berufliche Aufgaben und damit auch die Sicherung der Familienexistenz mit den anderen Familienpflichten wie Erziehung und Betreuung der Kinder und weiterer Angehöriger vereinbart werden kann, ist eine gesellschaftliche Kernfrage. Sie war schon immer bedeutsam, doch bis vor Kurzem eine rein private Angelegenheit. Seit der Einführung der Pille wird sie auch gesellschaftlich und

damit politisch relevant. Frauen haben heute nämlich eine Alternative zur Doppelbelastung: die Kinderlosigkeit.

Der Rückgang der Geburtenzahlen und der internationale Vergleich sprechen eine klare Sprache: Wo die Betreuungsmöglichkeiten gut sind, ist die Geburtenrate hoch, wo sie ungenügend sind, ist die Geburtenrate tief. Ein besonderer Seismograf sind dabei die akademisch ausgebildeten Frauen: In der Schweiz bleiben vier von zehn Akademikerinnen kinderlos, weil sie nicht sehen, wie sie ihre berufliche Karriere mit den Familienpflichten vereinbaren können. Waren die Frauen im vergangenen Jahrhundert noch bereit, das Abenteuer Mutterschaft auch dann zu wagen, wenn die Betreuung unsicher war und weitgehend auf ihnen zu lasten drohte, sind heute besonders die gutausgebildeten Frauen zu weniger Kompromissen bereit. Sie stehen im Beruf, leisten dort gute und unersetzliche Arbeit und sehen nicht ein, weshalb sie noch zusätzlich ohne Unterstützung der Gesellschaft Kinder grossziehen sollen.

Dass ausgerechnet für diesen zentralen Bereich der Familienpolitik die Verfassungsgrundlage fehlt, ist mit Blick auf die Bedeutung der Frage überraschend, mit Blick auf die politischen Kräfteverhältnisse der vergangenen Jahre jedoch nicht. Lange Zeit wurde die Politik von Leuten gemacht, die keine Berührung mit dieser Frage hatten, weil sie als Väter ihre Familien so organisiert hatten, dass sie sich für zuständig für das Einkommen erklärten, während ihre Ehefrauen ihnen den Rücken freihielten. Ich mag mich gut erinnern, wie damals, als ich die Anstossfinanzierung für Krippen ins Parlament brachte, verschiedene Herren, insbesondere Ständeherrn, die Nase rümpften, weil sie sich mit solchem «Kleinkinderzeug» auseinanderzusetzen hatten.

Heute ist es anders, heute sind sich Wirtschaft und Politik in weiten Teilen einig: Ein ausreichendes Angebot an Kindertagesstätten und Tagesstrukturen gehört zur Grundinfrastruktur einer modernen Gesellschaft wie Strassen, Schulen oder Pflegeheime. Zwei Ziele stehen dabei gleichwertig nebeneinander: Erstens sollen die Kinder damit besser unterstützt und in ihrer Entwicklung gefördert werden, und zweitens soll es den Eltern besser möglich sein, einer Erwerbstätigkeit nachzugehen. Aus diesen Gründen soll der Auftrag, die Vereinbarkeit von Familie und Beruf zu fördern, in die Verfassung geschrieben werden.

Lassen Sie mich noch kurz konkret auf die Vorlage eingehen: Der neu zu schaffende Familienartikel in der Bundesverfassung schliesst eine Lücke. Für die meisten anderen Fragen, wie Familien gefördert werden sollen, haben wir bereits Bestimmungen in der Verfassung und Ausführungen in den Gesetzen. Sie sind im Bericht der Kommission detailliert aufgeführt. Wie erwähnt fehlen uns Bestimmungen in zwei Bereichen, nämlich bei der Vereinbarkeit von Familie und Beruf und bei den Alimenten.

Zur Vereinbarkeit: Die SP-Fraktion unterstützt die Absicht, für diesen Bereich eine klare Verfassungsgrundlage zu schaffen. Wir stützen dabei das Konzept des Bundesrates. Danach wird erstens die Ausbildung nebst dem Beruf explizit erwähnt, ist zweitens die Förderung eine gemeinsame Aufgabe von Bund und Kantonen, liegt die Umsetzung jedoch alleine bei den Kantonen respektive damit bei den Gemeinden und wird drittens in Artikel 115a Absatz 3 die Möglichkeit, dass sich der Bund finanziell beteiligen kann, nicht explizit erwähnt, da dies auch ohne explizite Erwähnung so ist. Zu den einzelnen Punkten:

1. Wenn junge Menschen Kinder haben, darf es keinen Unterschied machen, ob sie nun noch in Ausbildung oder bereits im Beruf sind, zumal viele in beiden Bereichen in Anspruch genommen sind. Deshalb sind wir froh, dass der Bundesrat nun unserem ursprünglichen Minderheitsantrag folgt.

2. Zur Zuständigkeitsfrage: Für die Förderung der Vereinbarkeit sollen Bund und Kantone gemeinsam zuständig sein. Das macht Sinn, denn diese Förderung ist grundsätzlich und geht über die Schaffung von Betreuungsangeboten hinaus. Auch Massnahmen im Steuerrecht, im Arbeitsgesetz usw. haben Einfluss darauf und werden oft vom Bund erlassen. Für das Angebot an Betreuungseinrichtungen hingegen sol-

len die Kantone verantwortlich sein, bzw. aufgrund der innerkantonalen Aufgabenteilung sind es in der Regel die Städte und Gemeinden. Auch das ist sinnvoll, denn es wäre ja eher seltsam, wenn der Bund plötzlich irgendwo in der Schweiz Kindertagesstätten eröffnen würde.

3. Dieser Punkt betrifft die Finanzierung. Hier wurde vonseiten des Bundesrates klar versichert, dass es überflüssig sei, die mögliche Mitfinanzierung durch den Bund ausdrücklich zu erwähnen. Die heutige Anstossfinanzierung zeigt in der Tat, dass sich bei entsprechendem Willen des Parlamentes der Bund auch ohne eine solche Verfassungsbestimmung finanziell engagieren kann. Wir sind deshalb mit der Streichung einverstanden.

Auf die Frage der Alimente gehe ich beim entsprechenden Minderheitsantrag näher ein.

Die parlamentarische Initiative Hochreutener war zwischenzeitlich eine Art politisches Pflegekind, das die CVP der SP anvertraut hat. Ich bin sehr froh, dass die CVP, quasi als Herkunftsfamilie, ihr Kind nun wieder aufzunehmen bereit ist. Mit der bewährten familienpolitischen Allianz von CVP, SP, Grünen, den neuen Parteien und Teilen der FDP/die Liberalen wird es uns gelingen, eine gute Arbeit für die Familie und insbesondere die Kinder in unserem Land zu leisten.

Ich danke Ihnen für die Unterstützung.

Präsident (Walter Hansjörg, Präsident): Die BDP-Fraktion unterstützt den Antrag der Mehrheit.

Berset Alain, conseiller fédéral: Compte tenu des objectifs de politique familiale du Conseil fédéral, en particulier ceux qui visent à améliorer la conciliation entre la vie familiale et l'exercice d'une activité lucrative et à lutter contre la pauvreté des familles, mais aussi au vu des résultats très clairs de la procédure de consultation, le Conseil fédéral est favorable à l'inscription dans la Constitution d'une nouvelle disposition ayant pour principal objectif l'amélioration de la conciliation entre la vie familiale et l'exercice d'une activité lucrative.

Ce n'est pas le premier article dans la Constitution qui concerne la famille. Il y a l'article 116, dans lequel figure toute une série de dispositions concernant les allocations familiales et l'assurance-maternité, projets qui ont été adoptés par la population et qui sont également des mesures qui génèrent certains coûts, mais qui figurent déjà dans la Constitution et qui ne sont pas en discussion avec l'article 115a.

Le Conseil fédéral approuve l'attribution à la Confédération, et pas uniquement aux cantons, d'une compétence d'encouragement en ce qui concerne les mesures permettant de concilier vie familiale et exercice d'une activité lucrative. Le Conseil fédéral a proposé que l'on tienne compte également de la conciliation avec la formation, en raison de l'évolution des habitudes qui fait que l'on peut y être confronté tout au long de la vie active.

Pour ce qui concerne les compétences financières, il est clair que les articles qui sont proposés par votre commission prévoient une répartition des compétences et permettraient d'ouvrir, si cela est souhaité par le Parlement, la possibilité aussi de financer un certain nombre de tâches, comme c'est déjà possible à l'article 116.

Le Conseil fédéral est d'avis que de mieux concilier vie familiale et vie professionnelle est judicieux d'un point de vue économique et d'un point de vue social. C'est la raison pour laquelle il soutient l'entrée en matière sur ce projet.

Pieren Nadja (V, BE): Werter Herr Bundesrat, ich habe mich bis heute mein halbes Leben lang für die externe Kinderbetreuung eingesetzt, habe Tausende von Stunden investiert, arbeite in einer Kindertagesstätte, habe über vierzig externe Betreuungsplätze hier in der Region geschaffen. Herr Bundesrat, ich habe eine Frage: Wenn es bis heute in unserer Gesellschaft ohne diese Verfassungsbasis möglich war, Familie und Beruf mithilfe von Staat, Wirtschaft und vor allem der Familie selber zu organisieren, und die Vereinbarkeit von Familie und Erwerbstätigkeit heute mit Unterstützung von Wirtschaft, Gesellschaft und Staat sehr gut funktioniert, warum braucht es überhaupt diese Verfassungsbasis?

Berset Alain, conseiller fédéral: Madame Pieren, j'aimerais tout d'abord vous inviter à lire le document qui émane de la commission. Il s'agit d'une initiative parlementaire Hochreutener et c'est la volonté expresse du Parlement, du Conseil national et du Conseil des Etats, de mener cette discussion visant à établir un article constitutionnel 115a sur les questions familiales. Le Conseil fédéral n'est pas à l'origine de cet article.

Par contre, il soutient le travail qui a été réalisé dans ce sens par la commission du Conseil national, après avoir également constaté tant le fort soutien des cantons pour un tel article que la demande des cantons d'avoir une clarification dans la répartition des compétences entre la Confédération et les cantons.

Si nous voulons une politique qui soit bien organisée, si nous voulons éviter les doublons, si nous voulons éviter des conflits de compétence, si nous voulons éviter des incertitudes sur qui doit participer à quoi et qui doit organiser quoi, nous avons précisément besoin d'une Constitution fédérale et d'une bonne organisation des relations entre les cantons et la Confédération.

Je répète encore une fois qu'il s'agit d'une volonté du Parlement. Je suis là pour donner le commentaire du Conseil fédéral. Les cantons souhaitent un tel article et le Conseil fédéral, après avoir vu le résultat de la procédure de consultation, soutient également cette disposition. Je crois qu'il faudrait le prendre en compte et considérer effectivement que la clarification apportée dans la Constitution permet une amélioration par rapport à la situation actuelle.

Rossini Stéphane (S, VS), pour la commission: Je fais trois remarques.

1. La première concerne la base constitutionnelle et reprend notamment la question que Madame Pieren vient de poser. Lorsque nous avons élaboré dans ce conseil le programme d'impulsion en faveur des crèches et de l'accueil extrafamilial, nous avons, du point de vue du respect de la Constitution, travaillé sur la ligne rouge, à la limite, et nous avons pu le faire parce que nous avons traduit cette démarche dans le cadre d'arrêtés financiers limités dans le temps. Les prises de position notamment de l'Office fédéral de la justice étaient très claires: des arrêtés financiers limités dans le temps, sinon il n'y a pas de bases constitutionnelles. Par conséquent, aujourd'hui, c'est une réponse à cette lacune qui figure aujourd'hui dans notre Constitution.

2. En ce qui concerne les remarques de Messieurs Cassis et Bortoluzzi, je dois dire qu'il ne s'agit pas de financer le bonheur des familles. La démarche de la commission n'a pas été limitée à la seule pensée comptable. Comme je l'ai dit en introduction de mon propos tout à l'heure pour l'entrée en matière, nous avons mené une réflexion fondamentale qui tient compte de l'évolution des modes de vie, de l'évolution des structures familiales et de l'évolution des problèmes sociaux auxquels sont confrontées les familles. La conciliation entre la vie de famille et la vie professionnelle est un enjeu majeur et le restera au cours de ces prochaines années. Je crois qu'il y a des intérêts en termes de politique de la formation et de la formation continue, de politique économique. Il y a un intérêt pour les entreprises: souvenez-vous du programme d'impulsion pour les crèches, qui a été rendu possible grâce à un soutien très clair des milieux de l'économie. Je me souviens bien du propos assez clair du responsable de l'Union patronale suisse de l'époque, Monsieur Hassler, qui avait permis ce programme d'impulsion. Il y a des enjeux en termes de politique d'égalité des chances, de lutte contre la pauvreté. Cela va donc au-delà de simplement financer le bonheur des familles.

3. Cette remarque concerne le fédéralisme: notamment après avoir intégré les propositions et l'avis du Conseil fédéral dans le dépliant qui est sous vos yeux, le fédéralisme est vraiment respecté, avec des compétences centrales qui sont assumées par les cantons, et une action subsidiaire possible par la Confédération. Vous trouvez ces éléments aux alinéas 2 et 3 de l'article constitutionnel qui vous est proposé.

Sur la base de ces quelques compléments, je vous invite à suivre la majorité de la commission et à entrer en matière.

Präsident (Walter Hansjörg, Präsident): Wir stimmen über den Nichteintretensantrag der Minderheit Stahl ab.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 07.419/7035)

Für Eintreten ... 112 Stimmen

Dagegen ... 64 Stimmen

Bundesbeschluss über die Familienpolitik Arrêté fédéral sur la politique familiale

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Ziff. I Einleitung

Antrag der Kommission: BBI

Titre et préambule, ch. I introduction

Proposition de la commission: FF

Angenommen – Adopté

Art. 115a

Antrag der Kommission: BBI

Antrag des Bundesrates: BBI

Neuer Antrag der Mehrheit

Abs. 2, 3

Zustimmung zum Antrag des Bundesrates

Abs. 4

Streichen

Neuer Antrag der Minderheit

(Fehr Jacqueline, Gysi, Heim, Ingold, Lohr, Rossini, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert)

Abs. 4

Zustimmung zum Antrag des Bundesrates

Antrag Bortoluzzi

Abs. 2bis

Eltern, die ihre Kinder selber betreuen, muss für die Kinderbetreuung ein mindestens gleich hoher Steuerabzug gewährt werden wie Eltern, die ihre Kinder fremdbetreuen lassen.

Art. 115a

Proposition de la commission: FF

Proposition du Conseil fédéral: FF

Nouvelle proposition de la majorité

Al. 2, 3

Adhérer à la proposition du Conseil fédéral

Al. 4

Biffer

Nouvelle proposition de la minorité

(Fehr Jacqueline, Gysi, Heim, Ingold, Lohr, Rossini, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert)

Al. 4

Adhérer à la proposition du Conseil fédéral

Proposition Bortoluzzi

Al. 2bis

Les parents qui gardent eux-mêmes leurs enfants bénéficient d'une déduction fiscale au moins égale à celle accordée aux parents qui confient la garde de leurs enfants à des tiers.

Abs. 2bis – Al. 2bis

Bortoluzzi Toni (V, ZH): Ich beantrage Ihnen mit Artikel 2bis eine Ergänzung, mit folgender Überlegung – ich habe es be-

reits beim Nichteintretensantrag gesagt –: Um eine gute Familienpolitik zu betreiben, wäre das Einfachste, die Familie finanziell zu entlasten. Allerdings darf das nicht geschehen, indem man eine bestimmte Art, seine Verantwortung wahrzunehmen, begünstigt, die andere Art der Aufgabenbewältigung in der Familie aber von dieser Begünstigung ausnimmt. Das Glück des Menschen liegt nicht in staatlichen Vorgaben und Richtlinien. Freiheit und Verantwortung sind möglichst nicht durch staatliche Einflussnahme einzuschränken. Das wird heute aber eigentlich getan.

Eine steuerliche Entlastung der Familien hat wertefrei zu erfolgen. Darum beantrage ich Ihnen, diesen Artikel 2bis aufzunehmen. Wenn Sie schon Familienpolitik machen wollen, machen Sie es ohne Wertung der Familienarbeit!

Präsident (Walter Hansjörg, Präsident): Herr Bundesrat Berset verzichtet auf ein Votum.

Rossini Stéphane (S, VS), pour la commission: La commission n'a pas discuté formellement de cette proposition telle qu'elle vous est présentée aujourd'hui. Néanmoins, le thème qui découle de cette proposition a bien évidemment été abordé dans les travaux de la commission, puisque cette proposition renvoie à une initiative populaire de l'UDC. Par conséquent, dans la discussion sur l'entrée en matière, dans la discussion sur le rôle de l'article constitutionnel pour faciliter la conciliation entre travail et famille, bien évidemment que les arguments évoqués par Monsieur Bortoluzzi – et qui sous-tendent l'initiative populaire de l'UDC – ont fait pleinement partie du débat.

Par conséquent, je dirai très brièvement que toute la réflexion autour de cette discussion sur cet article constitutionnel, dans son esprit, est exactement le contraire de ce qui est proposé par Monsieur Bortoluzzi.

Je vous invite donc à rejeter la proposition de la minorité.

Weibel Thomas (GL, ZH), für die Kommission: Dieser Einzelantrag lag der Kommission nicht vor. Ich erlaube mir festzuhalten, dass ich erstaunt bin, dass Kollege Bortoluzzi, ein Kommissionsmitglied, in einem Geschäft, das in der Kommission seit Jahren besprochen wird, nie einen ähnlichen Vorschlag eingebracht hat, ihn jetzt aber als Einzelantrag einreicht. Das weckt in mir auch Zweifel bezüglich der Qualität der Kommissionsarbeit.

Aus Ordnungsüberlegungen möchte ich festhalten, dass Steuervorschriften in Artikel 115a der Bundesverfassung wahrscheinlich nicht ganz am richtigen Ort sind, egal wie man sich politisch dazu stellt.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 07.419/7036)

Für den Antrag Bortoluzzi ... 55 Stimmen

Dagegen ... 112 Stimmen

Abs. 4 – Al. 4

Fehr Jacqueline (S, ZH): Fehlende Unterhaltszahlungen sind eine der wichtigsten Armutsquellen. Leiden müssen darunter in erster Linie die Kinder. In unserem reichen Land leben nach Auskunft der Caritas rund 260 000 Kinder in finanziell prekären Verhältnissen. Damit Sie sich diese Zahl besser vorstellen können: Wir müssten neunmal das Stade de Suisse in Bern füllen, um allen armutsbetroffenen Kindern in der Schweiz dort Platz zu schaffen. Diese hohe Zahl armutsbetroffener Kinder können wir sozial- und gesellschaftspolitisch nicht akzeptieren. Es kann in einem reichen Land wie der Schweiz nicht sein, dass Kinder die grösste Gruppe in der Sozialhilfe sind; erstens, weil ihre Gesundheit, die Bildungsmöglichkeiten und die Zukunftschancen beeinträchtigt werden und sie gleichzeitig mehr Gewalt und Risiken ausgesetzt sind; zweitens, weil wir für diese Unterlassung als Gesellschaft viel teurer zahlen, als wenn wir mit einer guten, zielgerichteten Sozialpolitik, die auch die Bildungspolitik mit einschliesst, die Armut bekämpfen.

Dies ist der Kontext, in dem dieser Minderheitsantrag steht. Es ist unbestritten, dass die Alimente in der Armutspolitik eine zentrale Rolle spielen. Nun haben wir aber ausgerechnet hier grosse Lücken und Baustellen, ich denke nur an die umstrittene Frage der Mankoteilung, und wir haben eine komplett uneinheitliche Situation in der Schweiz. Sowohl die Höhe der Alimente und der Alimentenbevorschussung als auch die Modalitäten sind sehr unterschiedlich geregelt. Das schafft Ungleichheit und verursacht grossen Koordinationsbedarf. Zudem entsteht in diesem Durcheinander genau das, was wir verhindern sollten, nämlich perverse Effekte. Je nach Kanton und Gemeinde passen Alimente, Krippensubventionen, Krankenkassenverbilligungen und allenfalls Leistungen der Arbeitslosenversicherung überhaupt nicht aufeinander, sodass Schwelleneffekte entstehen und beispielsweise eine Mutter plötzlich weniger Geld im Portemonnaie hat, obwohl sie ihr Erwerbsspensum erhöht hat.

Das Problem ist erkannt, und die Konferenz der kantonalen Sozialdirektorinnen und Sozialdirektoren versucht, die Kantone für eine Harmonisierung zu gewinnen. An einer solchen Harmonisierung ist auch der Bund interessiert, vor allem wenn er sich in Bälde daranmachen sollte, ein Rahmengesetz für die Sozialhilfe auszuarbeiten. Anders als bei den Kinderzulagen und den Mutterschaftsleistungen fehlt dem Bund aber heute die Verfassungsgrundlage, um bei dieser Harmonisierung eine Rolle zu spielen. Deshalb schlagen wir von der Minderheit, zusammen mit dem Bundesrat, vor, die Verfassung mit einer subsidiären Bestimmung zu ergänzen. Sollte es den Kantonen nicht aus eigener Kraft gelingen, die Alimentenbevorschussung zu harmonisieren, kann der Bund Grundsätze festlegen.

Sosehr ich vom Inhalt überzeugt bin, so sehr lasse ich mit mir darüber reden, ob die Bestimmung hier am richtigen Ort sei. Ich kann mir auch vorstellen, dass der heutige Artikel 116 der Bundesverfassung, bei dem es um die Familienzulagen und die Mutterschaftsversicherung geht, mit einer Bestimmung zu den Alimentenbevorschussungen ergänzt wird. Er müsste dann etwas umformuliert werden, aber das wird die Aufgabe des Ständerates sein.

Damit der Ständerat diese Frage vertieft diskutieren und erörtern kann, bitte ich Sie, den Antrag der Minderheit zu unterstützen.

Gilli Yvonne (G, SG): Die grüne Fraktion bittet Sie ebenfalls, den Antrag der Minderheit Fehr Jacqueline zu unterstützen. Es ist so, dass die Kantone grosse Bemühungen unternehmen, die Alimentenbevorschussungen sinnvoll festzulegen. Es ist aber auch so, dass den Kantonen über Jahre keine Harmonisierung der Alimentenbevorschussung, auch nicht in Form von Konkordaten, geglückt ist. Das führt dazu, dass es zu starken Ungleichbehandlungen kommt, und zwar sowohl betreffend die Alimente im engeren Sinn – die Berücksichtigung der Einkommens- und Vermögensverhältnisse, die Möglichkeit von Teilbevorschussungen, die Dauer und die Höhe der Bevorschussungen – als auch betreffend die Schwelleneffekte und die indirekten Folgen. Es ist breit anerkannt, dass dies ein grosses Problem ist. Insbesondere die Sozialdirektorinnen und Sozialdirektoren kämpfen um diese Harmonisierung.

Gemäss der Stellungnahme des Bundesrates soll dem Bund aus Respekt vor den föderalistischen Strukturen bewusst nur subsidiär Handlungsspielraum gegeben werden. Wir denken, dass das eine sinnvolle Lösung ist, um einen anerkannten Missstand in Zukunft beheben zu können.

Steiert Jean-François (S, FR): Die SP-Fraktion unterstützt diesen Vorschlag des Bundesrates für eine subsidiäre Bundeskompetenz bei der Harmonisierung der Alimentenbevorschussung. Es ist ein Vorschlag, der im Übrigen auch von den wesentlichen Kantonen mitgetragen wird und der auf eine Standesinitiative des Kantons Zürich zurückgeht.

Worum geht es materiell? Wir sind in einem Zeitalter der Mobilität. Heute leben etwa 50 Prozent der Familien nicht im üblichen Sinne zusammen; sie können über verschiedene Kantone verteilt sein. Das heisst, dass unterschiedliche

Rechtsgrundlagen für die Alimentenbevorschussung einen direkten Einfluss auf die Situation dieser Familien haben können. Der Bundesrat hebt deshalb in seinem Bericht zur Alimentenhilfe mit Recht die aktuellen Unterschiede zwischen den Kantonen bei den Bedarfsgrenzen, bei der Teilbevorschussung, bei den Schwelleneffekten, bei der Dauer der Bevorschussung oder bei der Höhe der Beträge hervor. Das sind alles Dinge, die das Ziel des Bundesgesetzgebers, das im Zivilgesetzbuch festgehalten ist, nämlich die Unterhaltsansprüche für Kinder mittels Alimentenhilfe zu sichern, in mehreren grösseren Kantonen gefährden. Besonders gefährdet sind die Kinder von armutsbetroffenen oder armutsgefährdeten Alleinerziehenden. Das ist der Grund, warum die Sozialdirektorenkonferenz mit klarer Mehrheit auf den dringlichen Handlungsbedarf in diesem Bereich hingewiesen hat.

Selbstverständlich kann man diskutieren, wo und in welcher rechtlichen Form die Bestimmung festgehalten werden muss. Sowohl eine klare Mehrheit der Kantone wie auch die entsprechende Konferenz sind der Meinung, dies sei der richtige Moment und der richtige Ort, um dies zu tun. Im Gegensatz zu dem, was da und dort gesagt wurde, geht es hier nicht um ein Förderkonzept, wie dies bei den Absätzen 2 und 3 der Fall ist. Es gibt also keine Förderkompetenz, sondern nur eine Harmonisierungskompetenz. Das hat zur Folge, dass für diesen Bestand beim Bund keine finanziellen Verpflichtungen entstehen können.

C'est la raison pour laquelle une forte majorité des cantons concernés, qui représente quelque 60 pour cent de la population suisse, soutient ce projet du Conseil fédéral. De l'autre côté, quelques cantons, qui représentent environ 10 pour cent de la population suisse, y sont opposés. On peut donc parler d'une volonté claire de la part des cantons.

On peut aussi parler d'une volonté claire de la part de la conférence intercantonale concernée qui demande que la Confédération agisse en urgence.

Enfin, la Commission des affaires juridiques du Conseil des Etats a soutenu à l'unanimité une initiative du canton de Zurich qui vise exactement ce but-là. Comme vous le savez, cette commission est constituée de représentants de toutes les sensibilités politiques.

C'est la raison pour laquelle je vous incite à soutenir ce projet de la commission qui permet de donner une meilleure sécurité du droit aux femmes concernées, qui ne coûte pas un sou à la Confédération et qui a derrière lui la volonté d'une majorité des cantons.

Moret Isabelle (RL, VD): Au nom du groupe libéral-radical, je vous invite à soutenir la majorité de la commission, à savoir rejeter la proposition de la minorité Fehr Jacqueline. Pourquoi? La compétence actuelle en matière d'avance sur contribution d'entretien appartient aux cantons. En introduisant ici la proposition de la minorité Fehr Jacqueline, nous donnerions une compétence nouvelle à la Confédération; cette compétence totalement nouvelle, nous l'introduirions alors que la majorité des cantons y est opposée. En effet, deux tiers des cantons se sont exprimés lors de la consultation contre cette nouvelle compétence donnée à la Confédération.

Et là, Monsieur Steiert, je dois vous contredire. C'est écrit noir sur blanc à la fin de la page 7 du rapport de la consultation que nous avons étudié en commission: deux tiers des cantons se sont déclarés opposés à ce que cette nouvelle compétence soit attribuée à la Confédération.

Je crois qu'il faut laisser ici les cantons s'harmoniser seuls. Les situations sont différentes, que ce soit en matière de coûts, de particularités régionales; nous ne devons pas, dans ce domaine, introduire une nouvelle compétence pour la Confédération.

Je vous remercie de rejeter la proposition de la minorité Fehr Jacqueline.

Steiert Jean-François (S, FR): Je ne pense pas que vous ayez lu un tiers et deux tiers. Quand douze cantons sont pour et sept contre, pour vous, c'est deux tiers contre et un

tiers pour? Vous devez me donner des cours de mathématiques!

Moret Isabelle (RL, VD): Mettons-nous d'accord! Je vous lis le texte: «Les résultats de la consultation montrent que plus de la moitié des participants, dont la moitié des cantons, sont favorables à une harmonisation de l'avance sur contribution d'entretien.» Cela veut dire que la moitié des cantons sont favorables à une harmonisation. Parmi eux, seulement les deux tiers approuvent l'attribution à la Confédération d'une compétence en la matière. C'est de cette manière que cela a été expliqué en commission et que nous l'avons compris. Nous avons estimé qu'il ne fallait pas obliger les cantons à avoir une compétence en moins et attribuer telle quelle cette compétence à la Confédération.

Berset Alain, conseiller fédéral: Le Conseil fédéral souhaite vous rappeler ici son rapport «Harmonisation de l'avance sur contribution d'entretien et de l'aide au recouvrement», du 4 mai 2011. Il souhaite également vous rappeler ses objectifs 2012, du 5 décembre 2011. Et il souhaite également souligner devant vous la prise de position de la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales, qui sont confrontés aux problèmes concrets dont il est question ici, et qui se sont exprimés très favorablement pour une solution en ce qui concerne le recouvrement des contributions d'entretien.

Il est vrai qu'il y a deux manières de procéder: la première, c'est d'inscrire une compétence dans la Constitution fédérale et ensuite de répartir les compétences avec les cantons; la deuxième, c'est de souhaiter qu'un concordat intercantonal apparaisse sur cette question. Là encore, la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales, qui sont directement confrontés aux cas, se sont largement prononcés en faveur d'une solution inscrite dans la Constitution fédérale et qui indique sur l'ensemble du pays comment cette situation doit être résolue.

C'est la raison pour laquelle le Conseil fédéral, cohérent avec ce qu'il a toujours dit jusqu'à aujourd'hui, cohérent avec la politique suivie ces dernières années et jusqu'à aujourd'hui, a proposé que si un article sur la politique familiale devait être inscrit dans la Constitution, alors, que l'on profite de cette occasion pour reprendre dans la Constitution un article qui prévoit la répartition des compétences pour le recouvrement des contributions d'entretien. Il s'agirait d'inscrire dans la Constitution le principe d'harmonisation, mais il est clair que le règlement des compétences existant pour le Conseil fédéral doit être maintenu. Il appartient aux cantons de prendre d'abord des mesures d'amélioration dans ce domaine. J'aimerais préciser que cette compétence législative subsidiaire, dont il est question avec la minorité de votre commission et la proposition du Conseil fédéral, n'inclurait pas la possibilité d'une participation financière de la Confédération. Je crois que cela méritait d'être dit avec toute la clarté nécessaire.

Le Conseil fédéral, cohérent avec la politique qu'il mène dans ce domaine depuis longtemps, vous invite à adopter la proposition de la minorité Fehr Jacqueline.

Weibel Thomas (GL, ZH), für die Kommission: In der Vernehmlassung ist Absatz 4 grossmehrheitlich begrüsst worden. Wie immer wollen die einen noch weiter gehen und die anderen eher Abstriche machen; das ist ja Standard. Man kann sagen, das Bedürfnis scheint ausgewiesen zu sein. Die Kantone akzeptieren mehrheitlich, dass der Bund hier eine koordinierende Funktion übernehmen soll. Es ist aber bereits in verschiedenen Voten darauf hingewiesen worden, dass es ja auch noch andere Vorstösse gibt, die genau dieses Anliegen im Visier haben.

Ich habe beim Eintreten bereits die Haltung der Kommission aufgezeigt. Die Kommission will den Verfassungsartikel Familienpolitik nicht überladen. Sie beantragt Ihnen deshalb mit 13 zu 9 Stimmen bei 1 Enthaltung, Absatz 4 nicht aufzunehmen.

Rossini Stéphane (S, VS), pour la commission: Sur la question sensible de la relation avec les cantons, permettez-moi simplement, comme rapporteur de la commission, de mentionner la lettre adressée par la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales (CDAS) à Monsieur Burkhalter, datée du 16 décembre 2010: «La CDAS partage majoritairement les conclusions du projet de rapport, à savoir qu'une harmonisation est nécessaire dans ce domaine. Cette position avait déjà été défendue par le comité de la CDAS le 7 mars 2008, et avait été confirmée dans le Programme de la CDAS concernant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale du 25 juin 2010 ... Presque tous les directeurs cantonaux des affaires sociales approuvent sur le principe les solutions proposées pour résoudre les problèmes touchant l'aide au recouvrement au niveau de la législation fédérale.»

Concernant les deux variantes, concordat ou harmonisation: «Le 7 mars 2008, le comité de la CDAS s'est exprimé clairement en faveur de l'harmonisation de l'avance sur contributions d'entretien.»

Ce sont les pages 79 et 80 du rapport du Conseil fédéral «Harmonisation de l'avance sur contribution d'entretien et de l'aide au recouvrement» en réponse au postulat 06.3003.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 07.419/7037)

Für den neuen Antrag der Mehrheit ... 96 Stimmen

Für den neuen Antrag der Minderheit ... 80 Stimmen

Übrige Bestimmungen angenommen

Les autres dispositions sont adoptées

Art. 116 Abs. 1; Ziff. II

Antrag der Kommission: BBI

Art. 116 al. 1; ch. II

Proposition de la commission: FF

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 07.419/7038)

Für Annahme des Entwurfes ... 111 Stimmen

Dagegen ... 68 Stimmen

10.536

Parlamentarische Initiative Carobbio Guscetti Marina. Offenlegung von Interessenkonflikten im Gesundheitswesen

Initiative parlementaire Carobbio Guscetti Marina. Conflits d'intérêts dans le domaine de la santé. Garantir la transparence

Vorprüfung – Examen préalable

Einreichungsdatum 17.12.10

Date de dépôt 17.12.10

Bericht SGK-NR 10.11.11

Rapport CSSS-CN 10.11.11

Nationalrat/Conseil national 07.03.12 (Vorprüfung – Examen préalable)

Antrag der Mehrheit

Der Initiative keine Folge geben

Antrag der Minderheit

(Fehr Jacqueline, Carobbio Guscetti, Gilli, Goll, Humbel, Prelicz-Huber, Rielle, Rossini, Schenker Silvia, Weber-Gobet, Wehrli, Weibel)

Der Initiative Folge geben

Proposition de la majorité

Ne pas donner suite à l'initiative

Proposition de la minorité

(Fehr Jacqueline, Carobbio Guscetti, Gilli, Goll, Humbel, Prelicz-Huber, Rielle, Rossini, Schenker Silvia, Weber-Gobet, Wehrli, Weibel)

Donner suite à l'initiative

Carobbio Guscetti Marina (S, TI): Der Interessenkonflikt im Gesundheitswesen hat zunehmend an Bedeutung gewonnen und wird immer breiter diskutiert. Es gibt zahlreiche wissenschaftliche Publikationen, welche die Verflechtung zwischen Pharmaindustrie und Medizinalpersonal, zwischen medizinischer Fort- und Weiterbildung und der Industrie usw. darlegen. In diesem Bereich gibt es Handlungsbedarf, auch wegen der steigenden Kosten für Arzneimittel und Medizinprodukte. Es ist dringend nötig, hier eine grössere Transparenz zu schaffen.

Es gibt in diesem Bereich zwar Richtlinien der Schweizerischen Akademie der medizinischen Wissenschaften, der Branchenverbände und der FMH, welche die Zusammenarbeit zwischen Ärztinnen und Ärzten und der Industrie regeln, aber es fehlt ein öffentlich zugängliches Register, das über die Interessenbindungen Auskunft gibt. Wir wissen heute in der Schweiz nicht, welche Ärzte oder Institutionen wofür Geld von der Industrie erhalten.

Diese Diskussion über die Offenlegung der Finanzierung vonseiten der Pharmaindustrie oder allgemeiner der Industrie für Medizinprodukte ist in verschiedenen Ländern im Gange. Es gibt Länder, die in diesem Bereich schon Regeln kennen. Ärzte müssen offenlegen, wenn sie an Pharmafirmen beteiligt sind, in Führungsgremien oder Beiräten von Pharmaunternehmen als Berater oder Experten tätig sind oder Pharmafirmen an ihrer Praxis beteiligt haben.

In einem Land wie der Schweiz, in dem die Pharmaindustrie eine wichtige Rolle spielt, das auch in der Forschung und bei der Entwicklung neuer Arzneimittel eine wichtige Rolle hat und in dem wir alle eine gute Zusammenarbeit zwischen Medizinalpersonal und Einrichtungen des Gesundheitswesens wollen, sollten die Beziehungen zwischen den verschiedenen Akteuren transparenter sein. Das wäre auch eine Chance für die Pharmaindustrie und die Medizinalindustrie, da mehr Vertrauen entstehen würde. Konkret will ich das Heilmittelgesetz so ändern, dass Pharmaunternehmen und Unternehmen, die Medizinprodukte herstellen, Bezahlungen und Geschenke an Medizinalpersonal oder an medizinische Einrichtungen wie Spitäler offenlegen müssen. Diese Informationen sollen in einer online zugänglichen und jährlich aktualisierten Datenbank veröffentlicht werden.

Die Frage nach mehr Transparenz bei geldwerten Vorteilen ist vom Bundesrat bereits aufgenommen worden, und sie wird in einer Revision des Heilmittelgesetzes behandelt, die noch dieses Jahr vom Bundesrat als Botschaft überwiesen werden soll. Aber mein Vorschlag geht, was Transparenz und die Rechte der Konsumentinnen und Konsumenten betrifft, einen Schritt weiter. In der Kommission sind wir von der Verwaltung informiert worden, dass der Bundesrat grundsätzlich vorsieht, mehr Transparenz zu schaffen. Aber eine Offenlegung im Sinn eines öffentlichen Registers ist nicht vorgesehen, und Zahlungen an Ärztinnen und Ärzte und Institutionen sind nicht erfasst. Mit der Zustimmung zu meiner Initiative wird es möglich sein, die Arbeiten, die durch meine Initiative ausgelöst werden, und die Arbeiten zum Heilmittelgesetz zusammenzuführen.

In der Initiative habe ich die Pharmafirmen und die Medizinprodukte genannt, aber selbstverständlich können auch Laborfirmen und der Versandhandel betroffen sein. Im italieni-